



Agen, le 20 juin 2023

**Mesdames les élus communautaires,
Messieurs les élus communautaires de l'Agglomération d'Agen,**

Nous n'aimerions pas être à votre place.

Depuis plus de quinze ans, les projets successifs de lignes à grande vitesse sont rythmés d'avancées, de renoncements et de relances. Vous avez pris des décisions qui participent au lancement probable de travaux de très grande ampleur. Cela, sans toujours être informés convenablement par les promoteurs du projet et surtout sans être associés directement aux perspectives et aux décisions.

Depuis 2021, et le retour de ce GPSO, de nombreuses associations, collectifs, de citoyens, d'élus, et même des experts du ferroviaire, vous alertent sur des incohérences importantes. Malgré cela, c'est bien un engagement contractuel d'au moins quarante ans qui est toujours en balance pour de nombreuses collectivités comme la nôtre.

Pourtant, vous le savez, le budget global du GPSO n'est toujours pas consolidé (notamment par la non-participation de l'Europe - 20% du budget non financé) et la pertinence de ces nouvelles lignes à grande vitesse ne fait pas l'unanimité pour des élus et des citoyens de nos territoires éloignés des métropoles.

Ce jeudi 22 juin, vous êtes sollicités par l'exécutif communautaire pour voter deux nouvelles délibérations (n° 8 & 10) qui engageraient définitivement l'Agglomération d'Agen dans un contrat avec la Société du Grand Projet Sud-Ouest, créée en mars 2022, sous l'impulsion de l'Etat.

- N° 8 : Convention particulière de financement au titre de l'année 2023 à la Société du Grand Projet du Sud-Ouest : démarrage de la participation financière des collectivités sans assurance que le budget global de 14.3 milliards soit consolidé et ne prenant pas en compte les augmentations des coûts de réalisation.

- N° 10 : Modalité de la taxe de séjour applicable au 1er janvier 2024 : augmentation de 34% de la taxe de séjour appliquée à nos 44 communes et toutes les collectivités du Lot-Et-Garonne qui la perçoivent (1), avec une incompréhension des professionnels du tourisme et surtout une injustice notable face à l'impôt.

Nous ne pouvons que vous alerter, à nouveau, sur l'importance de ces choix. Même si elles peuvent paraître anodines, ces délibérations, par des votes favorables, peuvent ouvrir la voie à de futurs avenants et de nouvelles contraintes budgétaires pour notre agglomération.

Même si nous ne parlons que d'un engagement minimum de 18,7 millions pour l'Agglomération d'Agen, aujourd'hui, qu'en serait-il demain ?

Êtes-vous sur le point d'acter des engagements sur un projet qui, avant le début des travaux, est déjà largement déficitaire ?

Notre collectif citoyen et militant parle de "chèque en blanc" car nous défendons des arguments construits et vérifiables.
<http://www.tgvenalbret.fr/actualites/la-presse-en-parle/1755-2023-05-25-14-14-41.html>

Nous pouvons comprendre le poids du lobbying et de la pression que vous subissez de la part de l'Etat via la SGPSO, mais aussi par la voix de l'exécutif communautaire (favorable au projet sans discernement). Toutefois, nous vous invitons à remettre en perspective le poids financier du GPSO face aux besoins urgents et spécifiques en matière de déplacements, santé publique, d'éducation, d'économie locale (...) pour notre collectivité et tout le département.

A-t-on le droit de raisonner encore comme à la fin du 20ème siècle avec la seule mire d'un prétendu "développement économique" ?

Doit-on continuer à soutenir un projet ancien de plus de 30 ans, qui n'est plus adapté aux enjeux climatiques, énergétiques, et donc économiques actuels ?

Des alternatives à ce GPSO sont possibles et nous le prouvons depuis 15 ans. <https://www.lgvnonmerci.fr/index.php/les-alternatives/>
Nous soutenons ouvertement le train et toutes les mobilités douces pour toutes et tous, au quotidien et sur l'ensemble des territoires.

L'ensemble de nos arguments sont répertoriés sur notre site local www.tgvenalbret.fr, mais également sur un nouveau site inter-départemental www.lgvnonmerci.fr.

Depuis le début de l'année, nous avons régénéré le maillage des groupes d'opposants sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine et actuellement nos voisins d'Occitanie nous rejoignent.

Les citoyens et militants favorables à un autre projet ferroviaire alternatif au GPSO sont organisés, motivés et déterminés. De nouvelles formes de contestations sont déjà utilisées à l'échelle de tous les départements concernés par les deux tracés (rassemblements, balades naturalistes, etc.). Une montée en puissance, à l'image d'autres projets aussi inutiles que coûteux, est probable.

Nous vous appelons donc, en toute responsabilité, à penser à toutes les étapes passées, notamment à l'enquête publique très défavorable de 2015, à l'évaluation de l'impact environnemental majeur sur plus de 5000 hectares de terres (agricoles, vignes, forêts et zones humides), dont une dizaine de sites Natura 2000. Sans oublier les créations de taxes nouvelles, mal perçues par de nombreux élus de notre département, les créations de ces lignes LGV avantageant d'abord les inter-connexions ferroviaires entre métropoles, au détriment de l'entretien et la pérennisation des trains du quotidien sur notre territoire (TER, Inter-cités).

En tant qu'élus de terrain, vous connaissez les besoins réels de vos concitoyens et les axes prioritaires pour vos communes. C'est pourquoi nous vous accordons tout notre crédit pour revoir votre approche sur ce projet afin de ne pas voter en faveur de ces deux nouvelles délibérations.

Recevez nos plus respectueuses salutations républicaines,

Pour le collectif Stop LGV 47,

Marie Arnaud - Référente 47 "Greenpeace"

Charles D'Huyvetter - Président de "Très Grande Vigilance en Albret"

Patrick Garrigues - Militant contre l'artificialisation des terres agricoles

Bernard Péré - Président de "Terre de Liens" Aquitaine

Florent Prévot - Membre du conseil politique d' "Europe-Ecologie-Les Verts 47"

Chantal Quillot - Co-référente manifestations & luttes "La France Insoumise 47"

Eve-Gabrielle Rosset - Coordinatrice "Alternatiba 47 -Action Non Violente-Cop21"

Pierre Salane - Président de la "SEPANLOG 47"

Marc Sève - Président d' Horizon Vert.

(1) <https://www.sudouest.fr/lot-et-garonne/c-est-la-douche-froide-le-senat-impose-une-hausse-de-34-sur-la-taxe-de-sejour-pour-financer-la->